



**Sumak Kawsay ou le Buen vivir**

De plus en plus de gens réalisent l'incapacité du système de production et de consommation à engendrer contentement et bonheur chez les individus qui adhèrent à ses fins. Des chercheurs d'universités renommées telles que Stamford ou Berkeley étudient la philosophie du Buen Vivir qui pourrait être définie comme une recherche d'équilibre et d'harmonie intérieure et extérieure, voie d'accès privilégiée à la réalisation de soi. Ces universitaires observent avec perspicacité que si le bonheur s'obtient par la quantité d'objets qu'une personne acquiert au cours de son existence, les États-Unis qui sont la société de consommation la plus avancée devrait jouir du plus haut degré de satisfaction par habitant.

Or, tel n'est pas le cas. Le nombre de dépressions et de crises d'angoisse, le taux d'anxiété, la peur de l'autre et la perte de confiance généralisée, tous ces facteurs cumulés résultent en un manque d'espoir omniprésent que le marketing a tôt fait de transformer en marché de la sécurité, de ventes d'armes, de caméras de surveillance et de quartiers sécurisés. Crise de civilisation ou reflet du non-être qui nous pousse vers l'anéantissement ?

Tel qu'expliqué par le professeur Ariruma Kowii, de l'Université andine

Simon Bolivar à Quito, le Sumak Kawsay considère que nous sommes des êtres de relations, concernés et interpellés par le sort de la famille, de la communauté. Cette vie où règnent la propriété commune et le partage des fruits du travail est en contradiction avec le système capitaliste où la compétition des individus est la règle d'or. L'organisation sociale andine implique un système de réciprocité, d'équité et d'équilibre, où chacunE possède les mêmes droits et obligations envers la communauté. Elle échappe à notre raisonnement binaire qui comptabilise les actions de chacunE sans tenir compte de la complémentarité de l'existence où toute chose est reliée à tout.

À l'intérieur de nos sociétés modernes, ce que l'individu possède a plus d'importance que le groupe auquel il appartient. L'idéal capitaliste consiste à s'approprier le plus de richesses possibles, même si c'est au détriment de l'ensemble de la société et des générations futures. Mais comment dépasser un modèle de civilisation prédateur de la vie ?

Au Vietnam et au Chili, des désastres maritimes entraînant la mort de millions de poissons, conséquences de la pollution industrielle, se sont produits récemment. Même si des milliers de personnes ont perdu leur

gagne pain, ces gouvernements ont refusé de blâmer les industries responsables en raison de leur contribution à la croissance du PIB. Combien de temps demeurerons-nous prisonniers des faux dilemmes entre destruction environnementale et productivité économique ? Si l'on s'interroge sur le sens de toute cette production : armements, gadgets inutiles et aliments transgéniques pour animaux, la vacuité des fins poursuivies par ce modèle apparaît dévastatrice. Au rythme actuel, dans 40 ans à peine, la forêt amazonienne ne sera plus qu'une vaste savane, clairsemée de bosquets.

Il est temps que nous reprenions nos esprits. Océans pollués, forêts tropicales décimées, désertification, érosion des sols, pollution chimique de l'eau, de la terre et de toute la chaîne alimentaire, quand comprendrons-nous que l'argent ne se mange pas ? La croissance matérielle touche à sa fin, mais notre niveau de conscience stagne. Il serait temps d'accorder plus d'importance à la croissance spirituelle : l'éducation, l'histoire, les arts, la culture, l'intériorité, la santé mentale, qui elles demeurent infinies. Bon été !

Yves Carrier

**DANS CETTE ÉDITION**

Spiritualité et citoyenneté	2
Daniel Berrigan	3
Brésil réel et virtuel	4
La dignité	5
Crise au Brésil	6-7
Remplacer le futur par le passé	8-11
Calendrier	12

**Joyeux anniversaire !!!**

Nous vous souhaitons une journée remplie d'amour !!!

Réjean Dumais, 15 juin; Gérald Doré, 27 juin; Yves Bédard, 28 juin;

André Gadbois, 29 juin; Marc André Gingras, 2 juillet; Michel Leclerc, 7 juillet;

Claire Martineau 18 juillet; Robert Lapointe, 18 juillet; André Breton, 3 août;

Antonio Aviles, 22 août; Dorothee Ouellet, 23 août;

Paul-Yvon Blanchette, 24 août

N'hésitez pas à nous faire parvenir votre date d'anniversaire!

## SPIRITUALITÉ et CITOYENNETÉ

par Robert Lapointe

### TAFTA OU L'HORREUR

Charlie Hebdo a rencontré à Paris Agnès Bertrand, pionnière de la lutte contre la mondialisation sauvage, sous l'emprise des transnationales. Elle fait partie de la *global tribe* qui réunit des militants du monde entier tels Ralph Nader, Lori Wallach, américains; Nicanor Perlas, philippin (un de ses livres est au CAPMO); Vandana Shiva, indienne, etc.

Dans l'article (p.8-9, No 1243, 18 mai 2016), Agnès retrace l'origine de l'accord du Traité de Libre Échange transatlantique aussi loin qu'en 1993. En 1995, les transnationales triomphent avec la mise sur pied de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) qui laisse néanmoins quelques irritants; ce qu'on essaiera de régler avec l'AMI, Accord multilatéral sur l'investissement. Mais la communauté mondiale se mobilise, Seattle, Gênes; contre aussi des accords régionaux, la ZLEA, Québec, Buenos Aires. Ensuite le nouveau marché transatlantique (NTM, nique ta mère, disent les Français) est dénoncé par Chirac, président d'une France bien emmerdante pour les Amerlocs. Cela ne va pas mieux avec le PET (Partenariat économique transatlantique. Puis vient le TAFTA (Transatlantic Free Trade Area) voué à la marchandisation du monde.

Le traité va encore plus loin que les traités antérieurs. Elle exécute carrément la démocratie au nom de la recherche du profit. Les milieux d'affaires devront être informés et consultés avant que les lois ne passent devant les parlements (le NTM prévoyait déjà que les lois susceptibles de nuire aux profits possibles devraient disparaître sans passer par les parlements) L'AMI parlait de la prévention du risque législatif. Qu'arrivera-t-il aux 1300 substances interdites par l'Union européenne dans l'industrie des cosmétiques eu égard aux 17 interdites aux USA?

On retrouve dans le texte proposé par des Européens le passage suivant : « À partir du moment où des permis d'exploration ont été accordés, les permis d'exploitation doivent être automatiques. » Bonjour le gaz de schiste! C'est la pire attaque contre la démocratie depuis deux siècles. Et l'environnement? La Conférence de Paris (COP21) et toutes les autres conférences de ce type ne sont que la poudre aux yeux. Les traités donneront toujours la priorité aux intérêts des transnationales sur les États et leurs populations.

Que faire? Mobilisation mondiale des sociétés civiles de chaque nation. Peut-il y avoir d'autres issues? C'est la survie de l'humanité qui est en jeu.

PITRES RELIGIEUX. Amnon Yitzhak, rabbin ultra orthodoxe (The Times of Israël) s'exprime : *Il est indécent et impudique que les femmes puissent conduire. Le siège du conducteur doit être réservé aux hommes. Après tout, qu'est-ce qu'une voiture? C'est ce qui a remplacé les charrettes. Or il n'y a jamais eu de femmes cochers. Les rabbins qui se sont déclarés en faveur du droit des femmes à conduire n'étaient en majorité que des démagogues.*

\* La ligue de cartes continue toujours ses activités vendredi et dimanche à partir de 16h.

**Le brunch annuel du CAPMO aura lieu le dimanche 12 juin 2016,  
au nouveau centre Durocher, 680 rue Raoul-Jobin à Québec  
De 9h30 à 12h00**

## DANIEL BERRIGAN, INSPIRATEUR DE LA RÉSISTANCE NON-VIOLENTE

Dominique Boivert

*DANIEL BERRIGAN, INSPIRATEUR DE LA RÉSISTANCE NON-VIOLENTE à la guerre aux États-Unis, est décédé le 30 avril 2016 à l'âge de 94 ans.*

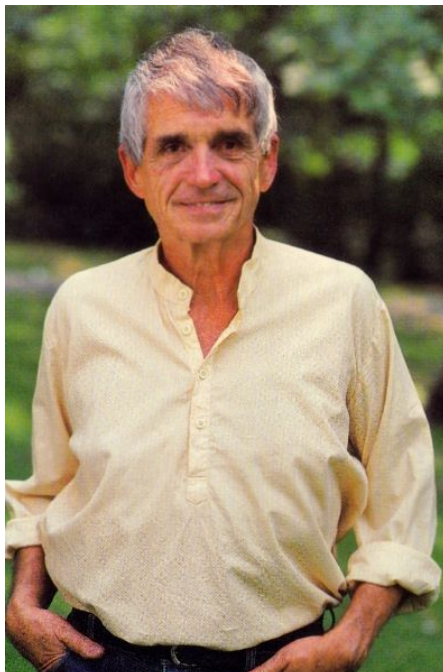
Impossible de rendre justice, en moins de 500 mots, à ce géant du 20e siècle: une figure aussi importante, pour le catholicisme américain, que Dorothy Day et Thomas Merton dont il était d'ailleurs ami. Dan Berrigan a été toute sa vie un résistant à ce qu'il nommait lui-même «l'impérialisme militaire américain». Poète autant que théologien, il a publié plus d'une quarantaine de livres, dont une autobiographie publiée en 1987, *To Dwell in Peace*, et reçu de nombreux prix et honneurs.

Avec son frère Philip, il a été à l'origine du mouvement religieux de résistance non violente à la guerre du Vietnam, puis aux armes nucléaires. Après avoir voyagé à Hanoi, avec l'historien Howard Zinn en janvier 1968, pour obtenir la libération de trois aviateurs américains prisonniers de guerre, ce n'est qu'à 47 ans qu'il s'engage activement dans la désobéissance civile. Le 17 mai 1968, avec Philip et sept autres résistants, il brûle des centaines de cartes d'enrôlement militaire à Catonsville, avec un napalm symbolique qu'ils avaient eux-mêmes fabriqué: ce sera le premier de nombreux procès qu'il subira, celui des *Catonsville Nine*, dont il tirera d'ailleurs une pièce de théâtre qui deviendra même un film en 1972. Condamné à la prison, il passera à la clandestinité pendant plus de quatre mois, donnant des entrevues et des sermons, avant que le FBI ne le trouve enfin et l'emprisonne. L'autre geste d'éclat dont on se souvient le plus marque le début du mouvement informel Ploughshares (inspiré du texte d'Isaïe, 2,4: «De leurs épées, ils forgeront des socs de charrues»): le 9 septembre 1980, Dan, Philip et six autres pacifistes s'introduisent dans le complexe de missiles nucléaires de King of Prussia, en Pennsylvanie. Ils endomma-

gent quelques têtes nucléaires avec un marteau et versent du sang sur les dossiers de l'usine. Le procès qui en découlera sera immortalisé dans le film d'Emile de Antonio, *In the King of Prussia*, sorti en 1982. Cet activisme pacifiste et non-violent par des militants chrétiens inspirera plus d'une centaine d'autres actions à travers les États-Unis menées par de nombreux groupes Ploughshares.

Mais au-delà de ces gestes nombreux et courageux contre la guerre, les armes nucléaires, et les si nombreuses injustices dont sont victimes les pauvres tous les jours, Daniel Berrigan aura constamment interpellé les Églises chrétiennes et sa propre communauté religieuse pour les pousser à devenir des témoins toujours plus fidèles aux exigences de Jésus. Pour lui, nos institutions religieuses se faisaient beaucoup trop souvent complices, au moins par omission, des horreurs de la guerre et des injustices de sa société. Il aura été, jusqu'à presque 95 ans, un témoin à la fois exigeant, modeste, joyeux et inspirant de la Bonne nouvelle de paix et d'amour dont notre monde a terriblement besoin.

Site Antenne de paix



- HOMMAGE -

DANIEL  
BERRIGAN

JÉSUITE,  
PACIFISTE ET  
NONVIOLENT  
(1921-2016)

## Le Brésil réel et le Brésil virtuel

Leonardo Boff, 01 mai 2016

Il existe deux Brésil qui coexistent parallèlement et qui possèdent des logiques et des dynamiques différentes.

L'un d'eux, c'est le Brésil dominant, profondément inégal et pour cela injuste, qui reproduit une société malveillante qui n'a pas de compassion ni de miséricorde envers les grandes majorités. Selon l'institut de statistique IPEA, 71 multimillionnaires ou 5000 familles étendues détiennent une grande part de la richesse nationale et fond preuve d'un sens social anémique, insensibles à la misère de millions de personnes qui vivent dans des centaines de favelas qui entourent les grandes villes brésiliennes. C'est d'eux en bonne partie que provient la haine et la discrimination envers les pauvres, les enfants de l'esclavage, des choses qui perdurent jusqu'à nos jours.

Je m'éloigne décidément du pessimisme de Paulo Prado dans son œuvre ironique qu'il écrit sur le Brésil en 1928 : « Portrait du Brésil : essai sur la tristesse brésilienne », pour qui la tristesse, la paresse, la luxure et l'envi constituent les traits distinctifs du Brésilien. Il y a des gens que pensent encore cela malgré tout ce qui a été réalisé dans le domaine social.

Avec ces distorsions, il existe un autre visage du même Brésil, celui des pauvres qui luttent vaillamment pour survivre, qui au milieu de la misère irradient une joie intérieure, qui dansent et vénèrent leurs saints et leurs saintes puissantes et qui n'ont pas besoin de croire en Dieu parce qu'ils le sentent dans leur peau et à chaque battement de leur cœur. C'est le Brésil des méprisés par les secteurs conservateurs qui se déterminent par le PIB et par la consommation, qui les considèrent bons à rien et inutiles pour le système parce qu'ils produisent peu et consomment encore moins.

Ce Brésil divisé, aux visages opposés, constitue une contradiction vivante et scandaleuse. Il possède un sombre héritage qui provient de l'ethnocide indigène qui persiste encore aujourd'hui, du colonialisme qui nous laisse le complexe des bons à rien et qui pénètre sous forme d'archétype psychologique dans la structure de la Maison des maîtres, seigneurs des plantations et de la case des esclaves noirs. Il se manifeste dans le fossé qui divise le pays de haut en bas et qui fait de nous les héritiers d'une république

dont la démocratie ressemble davantage à une farce qu'à la réalité puisqu'elle est composée actuellement dans sa grande majorité, de corrompus qui profitent du bien public pour s'enrichir.

Le peuple brésilien, fait d'un amalgame de représentants de 60 pays différents qui sont venus s'établir ici, n'est pas encore né à lui-même. Il est en train de se faire. Malgré les contradictions, il pointe vers un métissage réussi qui pourra configurer un visage singulier du Brésil en tant que puissance tropicales. Le Brésil que je viens de décrire semble réel, rempli d'injustices et de contradictions.

Mais il existe un autre Brésil. Celui de l'imaginaire qui est dans les rêves du peuple, le Brésil grand, le Brésil patrie bien-aimée, béni de Dieu, le Brésil de l'humanité chaleureuse, de la musique populaire et des rythmes africains, du soccer, du carnaval, des plages et des gens heureux. C'est ce qui émeut les sentiments du peuple. C'est l'utopie Brésil, utopie comme nous enseigne le maître Celso Furtado « qui est le fruit de dimensions secrètes de la réalité, l'émergence d'énergies contenues qui anticipe l'élargissement de l'horizon ouvert des possibilités à une société » que nous voulons juste, fraternelle et heureuse (cf. En busca de nuevo modelo: reflexiones sobre la crisis contemporanea, 2002, p.37).

Ce Brésil qui n'existe qu'en tant que rêve est en train de naître; il donne l'énergie nécessaire pour supporter les amertumes du présent. Le rêve et l'utopie font partie du caractère potentiel et virtuel de la réalité. Le donné est fait mais il n'épuise pas les virtualités du réel. Ces virtualités que nous entrevoyons comme réalités futures préservent notre jovialité et alimentent notre espérance que les corrompus d'aujourd'hui, les ennemis de la démocratie qui ont voté l'impeachment de la présidente Dilma, ne triompheront pas. Ils seront effacés de la mémoire collective. Stigmatisés, cendres et poussières recouvriront leurs noms.

Notre défi est de faire en sorte que le Brésil réel et le Brésil virtuel se rencontrent et que se dernier qui contient davantage de vérité que l'autre, forge la figure véritable de notre pays.

[Página de Boff en Koinonía](#)

[Página de Leonardo Boff](#)

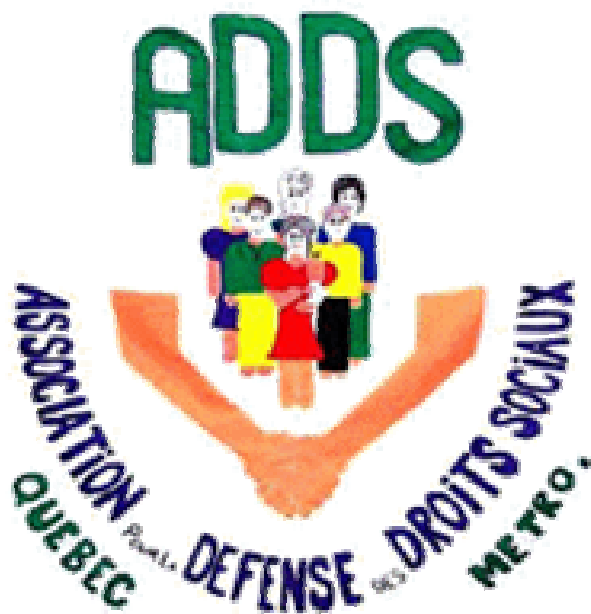


## La dignité

Association de défense des droits sociaux du Québec métropolitain,

Le Soleil, 3 mai 2016

Monique Toutant,



Le mot dignité est un mot qui semble simple mais qui a différentes significations dépendamment de qui en parle. En tant que personne assistée sociale, le mot dignité pour moi veut dire faire partie de la société et être reconnue dans les actions et les défis que j'entreprends. C'est aussi la reconnaissance des gestes et des choix que je prends dans ma vie.

C'est aussi ne pas être jugée, ridiculisée ou dénigrée par la société en général, notamment comme le font les radios poubelles, qui s'en donnent à cœur joie en transmettant des préjugés envers les personnes assistées sociales.

Le mot dignité veut dire aussi avoir le droit de participer dans des organismes communautaires pour y transmettre mon bagage, mes idées, mes opinions tout en recevant celui des autres. C'est aussi lutter, revendiquer pour l'amélioration de nos conditions de vie, en criant haut et fort.

La dignité, pour moi, c'est d'être reconnue pour ce que je fais au quotidien malgré mon peu de scolarité. Sentir que j'existe, que je peux faire valoir mes droits et m'épanouir dans la communauté. C'est aussi reconnaître le militantisme que je fais pour me valoriser et reprendre confiance en moi.

Avoir une semaine par année pour souligner la dignité des personnes assistées sociales, c'est bien, mais ce serait encore mieux si tout au cours de l'année nous vivions dans la dignité. Je réclame que toutes les personnes assistées sociales soient reconnues comme des citoyens, citoyennes à part entière.



## Crise au Brésil

## José Domingos Barão

Du Kenya, José Domingos Barão, p.m.é., réagit à la grave crise politique que traverse présentement le Brésil, son pays natal.

Mon père a gagné son pain comme cueilleur de latex sur les arbres à caoutchouc. Moi aussi, depuis tout petit, j'ai appris à travailler dur. Dans les rues de Caítaú et de Tefé, deux petites villes d'une région éloignée de l'Amazonas, j'ai vendu des bananes, des sucettes glacées et du pain. D'une année à l'autre, mes 13 frères et moi avons « mendié » nos droits à l'éducation, au travail et à la santé. Ces droits nous avaient été volés par les politiciens qui, depuis toujours, ont fait la pluie et le beau temps au Brésil. Jusqu'à il n'y a pas très longtemps, ces droits étaient totalement ignorés.

Beaucoup d'enfants provenant de familles appauvries comme moi, ont dû quitter leurs parents, leurs amis et leur humble foyer pour aller tenter leur chance à Manaus, la capitale de l'Amazonas. Forcés de vivre sous le toit des autres, nous avons été humiliés, nous avons souffert de la faim, nous allions à l'école en marchant à pied pendant des heures, car nous n'avions pas de sous pour le bus. Pour manger, nous n'avions bien souvent que les restes de biscuits, de fruits ou de jus que des compagnons de classe laissaient parfois traîner sur les tables. C'est de peine et de misère qu'un certain nombre d'amis ou de jeunes de ma parenté ont réussi à finir leurs études secondaires. Plusieurs, cependant, n'ont pas eu cette chance. Les uns ont été avalés par le monde du crime, d'autres sont morts de la drogue et la plupart ont fini victimes d'une société capitaliste qui exclut ceux qui ne lui sont pas utiles.

Moi et 54 millions de Brésiliens, nous avons de très bonnes raisons de rappeler ce que l'ex-président Lula a fait pour notre pays... Le Brésil, enlisé dans sa dette avec le FMI, n'avait pas le respect de la communauté internationale. Aux yeux de celle-ci nous étions simplement le pays du Carnaval (une vulgaire extravagance, selon eux !) et le pays du football.

Quand Lula est arrivé au pouvoir, la différence s'est fait sentir peu à peu. Des changements radicaux se sont introduits chez les plus pauvres. Grâce au programme « Université pour Tous » (Prouni), plus d'un million d'étudiants ont eu droit à des bourses d'études, intégrales ou partielles. Au cours du troisième mandat de Lula, le « Système d'Élection Unifié » (Sisu) a ouvert les portes de l'université à 119 000 nouveaux élèves. Dans mon État de l'Amazonas, la création de nouvelles universités publiques a permis à la classe défavorisée, aux Noirs et aux handicapés, d'avoir accès à une éducation supérieure et de se qualifier pour de bons emplois.

Pour intégrer les rangs de la police, militaire, civile et fédérale, des concours publics ont été tenus (une première dans l'histoire de notre pays!). Plusieurs amis ont pu ainsi décrocher un poste de policier. D'autres aussi, toujours par concours, ont pu se tailler une place en éducation, en sciences, en technique et autres domaines. Et je ne parle pas des autres politiques qui ont été mises de l'avant partout dans le Brésil pour aider des millions de gens à sortir de la pauvreté.



## Crise au Brésil

José Domingos Barão

Comme ailleurs dans le monde, la corruption est un cancer au Brésil. Je ne mettrais pas ma main au feu pour Lula, pour Dilma ou pour quiconque est soupçonné de fraude. Je ne jugerai personne dont la culpabilité n'aura pas été dûment prouvée par l'enquête présentement en cours. La vie des Brésiliens, surtout les plus pauvres, est énormément affectée par cette malhonnêteté qui contamine presque toutes les sphères de notre société. Mais si la crise s'est aggravée, on peut l'attribuer en grande partie au pouvoir législatif qui, depuis presque deux ans déjà, paralyse notre pays par un travail d'obstruction systématique.

Lula et Dilma ne sont pas des saints. Si, en justice, ils sont trouvés coupables de quelque crime, ils devront subir les conséquences prévues par la loi. Il est triste, cependant, de voir comment une bonne partie de la jeunesse se laisse influencer par des médias partisans. Il y en a plein de nos jours au Brésil. Ces médias ne sont pas étrangers à des coups d'état antérieurs, ils manipulent les nouvelles, sont impliqués dans les scandales du football, et sont reconnus pour un manque flagrant d'éthique dans leurs programmes de télévision. Ils crucifient leur prochain pour une poussière dans l'œil sans remarquer la poutre qui bouche leurs propres yeux.

Je ne suis pas membre du PT (Parti des Travailleurs de Lula et Dilma). Je ne fais pas de politique. Je ne dépends pas de la politique pour vivre. Mais je ne peux quand même pas oublier que c'est grâce aux

politiques du gouvernement de Lula, qu'aujourd'hui le Brésil envoie des corrompus en prison, et que la police fédérale est autorisée à faire enquête même sur le Président de la république. Grâce à Lula, un ministère de l'Intérieur (pas toujours fiable, hélas) a été institué pour veiller à ce que les lois soient respectées. Et c'est aussi grâce à lui que les Brésiliens et les Brésiliennes ont le droit de protester publiquement sans se faire arrêter et se faire tabasser par la force militaire, comme c'est souvent le cas, ici, en Afrique.

Chose certaine c'est que je ne suis ni une bourrique ni un aveugle. On ne viendra pas me convaincre qu'une minorité n'est pas en train de mettre en œuvre un véritable coup d'état politique au Brésil. Je ne cèderai pas au sectarisme de ces gens qui, par leurs manigances et leurs magouilles, utilisent leur siège au parlement pour s'emparer du Gouvernement en se faisant fi du vote populaire. Je ne peux accepter que des personnes sans morale, qui n'ont aucune éthique pour juger qui que ce soit, passent pour être des « sauveurs » de la patrie.

Je ne peux pas accepter que, suite au spectacle honteux du 17 avril, un clown vienne rire de nous et se moque de ses propres collègues du Congrès alors qu'il a mangé lui-même dans la même assiette qu'eux. Humainement je ne peux juger personne qui n'ait pas eu d'abord la possibilité de prouver son innocence en justice. Je ne suis marié à personne. Que Dieu bénisse le Brésil. Qu'il bénisse notre peuple humble et simple qui s'en remet à Dieu.

23 Abril 2016

Traduit du portugais par E.R.



## En Amérique latine, remplacer le futur par le passé ?

Christophe Ventura

Partout, les oppositions ont utilisé sur le terrain trois leviers pour les harceler : la rue, les médias et les appareils judiciaires (souvent en faveur, directement ou naturellement, de leurs intérêts) [12]. Au Venezuela, où la situation de polarisation politique et sociale est la plus exacerbée, elles ont développé une stratégie de la tension en 2014, accompagnée d'actions violentes et de guerre économique.

En Amérique latine, remplacer le futur par le passé ? Christophe Ventura 29 janvier 2016 Pays : Amérique latine & Caraïbes Thèmes : Relations entre mouvements sociaux & gouvernements Virage à gauche de l'Amérique latine Source : Mémoire des luttes

La question est posée et fait déjà couler beaucoup d'encre : assistons-nous à la fin d'un cycle en Amérique latine ? [1] Incontestablement, les mauvaises nouvelles s'amoncellent sur le sous-continent. Elles sont d'abord d'ordre économique. Le ralentissement durable de l'économie mondiale maltraite de diverses façons les pays de la région. Ceux du Cône Sud, largement dépendants de l'exploitation et de l'exportation de leurs ressources naturelles vers les marchés mondiaux sont particulièrement affectés par la stagnation des économies européennes et, surtout, la nette décélération de la croissance de la Chine (second partenaire commercial de l'Amérique latine) et des pays émergents. Ceux d'Amérique centrale (auxquels nous ajouterons le Mexique) bénéficient plus sensiblement de la reprise confirmée de l'économie des États-Unis. En effet, leurs économies productrices de matières premières et de biens intermédiaires demeurent largement arrimées aux chaînes de valeurs globales des entreprises transnationales de la première puissance mondiale.

Ces tendances rappellent la persistance des fragilités du modèle de développement économique latino-américain. Essentiellement basé sur l'extractivisme, il est devenu, une décennie après l'arrivée au pouvoir des gouvernements progressistes, plus primarisé que jamais et reste fondamentalement tributaire des marchés et des capitaux internationaux, fussent-ils occidentaux ou chinois.

Les économies latino-américaines plongent à

mesure que se prononce la chute des cours des matières premières (près de 32 % en moyenne depuis 2012, 44 % pour le pétrole rien qu'en 2015, près de 50 % pour le gaz naturel, 30 % pour les métaux, 17 % pour les aliments, 16 % pour le soja, etc. [2]) et que la faiblesse structurelle de la demande intérieure régionale interdit la compensation des effets des chocs globaux.

Enfin, les annonces de la Réserve fédérale américaine (Fed) relatives à la hausse de ses taux d'intérêts [3] affolent les banques centrales et les gouvernements latino-américains. Ces derniers se préparent, médusés, à subir la dépréciation de leurs monnaies, une fuite de capitaux vers l'économie américaine et une nouvelle poussée d'inflation importée.

Depuis 2013, la région traverse ainsi une crise économique qui s'approfondit. Ses conséquences sociales sont désormais palpables. Pour la première fois en 2014, la pauvreté n'a pas baissé dans la région tandis que l'indigence a même augmenté. En 2015, l'Amérique latine aura connu sa plus faible croissance depuis 2009 (-0,4 %). L'Argentine, le Brésil – première puissance régionale – et le Venezuela sont les pays les plus touchés [4].

Les poussées inflationnistes, le retour du chômage dans plusieurs pays, la multiplication des scandales de corruption s'ajoutent à cette crise pour délégitimer les gouvernements et les classes politiques, notamment ceux issus de la vague « progressiste » des années 2000. Ces derniers n'ont pas endigué ces phénomènes, ni modifié les structures économiques. Désormais, financer des politiques sociales en faveur de l'inclusion des secteurs les plus fragiles de la société et développer, dans le même temps, des politiques publiques [5] à destination des nouvelles classes consommatrices qui ont bénéficié de leur action ces dernières années devient, pour tous les gouvernements, un casse-tête insurmontable.



## En Amérique latine, remplacer le futur par le passé ?

Christophe Ventura

En Argentine et au Brésil, ces gouvernements gèrent la fin d'un pacte objectif scellé dans les années 2000 – pendant les années d'abondance – avec des secteurs de la bourgeoisie locale. Ces derniers tiraient généreusement profit du « boom » des exportations, notamment vers la Chine, tout en acceptant qu'une part des revenus de la rente fasse l'objet d'une redistribution sociale élargie, elle-même génératrice d'une augmentation des revenus disponibles pour la consommation intérieure.

Avec la crise et l'essoufflement des rendements économiques et financiers, ces secteurs considèrent que pour retrouver des marges de manœuvre, il convient désormais de délaissier le modèle antérieur et de relâcher l'axe prioritaire Sud/Sud (notamment avec la Chine). Ils prônent dorénavant pour leurs pays une (ré)insertion plus marquée aux courants dominants du libre-échange et de la finance internationale, auprès des États-Unis et de l'UE notamment, et en misant sur les négociations d'accords commerciaux binationaux, bi-régionaux ou « méga-régionaux » [6].

Le nouveau président de droite argentin Mauricio Macri, soutenu par le ministre des affaires étrangères de l'Uruguay Rodolfo Nin Novoa – dont le pays entame la présidence pro-tempore du Marché commun du Sud (Mercosur) pour le premier semestre 2016 –, est porteur de cette orientation [7]. Ainsi, M. Macri souhaite rapprocher le premier bloc commercial latino-américain de la libérale Alliance du Pacifique dont les membres (Chili, Colombie, Mexique, Pérou) sont les principaux partenaires des États-Unis dans la région. Le Brésil, enlisé, hésite.

Une nouvelle page s'écrit en Amérique latine. Sur fond de crise économique, les gouvernements progressistes, au pouvoir depuis dix ou quinze ans, entrent dans un cycle de contre-performances électorales, tandis que les mouvements populaires qui les ont souvent portés au pouvoir se divisent sur la question de leur rapport avec eux (entre secteurs critiques des politiques extractivistes ou néo-développementalistes et secteurs syndicaux, politiques qui maintiennent leur soutien).

Par ailleurs, l'articulation entre ces différents acteurs a perdu de son dynamisme à mesure que les composantes gouvernementales des processus étaient

absorbées par la gestion courante des institutions et des campagnes électorales d'une part, et que, d'autre part, nombre de cadres des formations politiques et de mouvements sociaux s'intégraient aux rouages de l'Etat d'où ils observaient la réalisation des exigences sociales les plus immédiates.

Dans ces conditions, les oppositions politiques de centre-droit et de droite ont compris qu'elles bénéficiaient d'une configuration plus favorable à leur retour au pouvoir. Plus que jamais soutenues par de puissants intérêts médiatiques, économiques et politiques dans leur pays, la région, les États-Unis et l'Union européenne, elles sont alors passées à l'offensive. Dans les phases électorales, les secteurs les plus intelligents de la droite – opposés à d'autres plus radicaux et violents – ont su modérer leur stratégie, leurs discours et leurs programmes, afin de tenir compte des réalités sociologiques, ainsi que du niveau d'ancrage et d'organisation des pouvoirs populaires (syndicats, mouvements sociaux, partis, etc.).

En résumé, ils ont pris acte du rapport de forces dans la société, de l'hégémonie culturelle, sociologique et sociale de leurs adversaires et misé sur le fait que la composante politique et étatique de ces processus pouvait dorénavant constituer leur talon d'Achille.

S'inspirant même de la culture, des codes et des pratiques du mouvement social propres à leurs adversaires – en gagnant la rue contre la gauche, en suscitant leurs propres mouvements sociaux revendicatifs sur les questions de corruption, de gestion du pouvoir et de la démocratie –, ces droites ont progressivement peaufiné un discours axé autour du thème du « changement » dans la continuité. Et aux héritiers des droites antidémocratiques latino-américaines de prêter serment en faveur de la conservation des acquis sociaux et démocratiques des gouvernements progressistes. Mais sur un mode nouveau.

Nouvelles têtes, nouvelle « gestion » promise, « mieux », plus « propre », plus « sûr », plus « uni », plus « démocratique », plus « ouvert et flexible ». Voici le marketing politique des forces de la restauration libérale et du réalignement avec Washington et, secondairement, l'UE en Amérique latine.

## En Amérique latine, remplacer le futur par le passé ?

Christophe Ventura

Une jeune et emblématique dirigeante de cette nouvelle génération a donné le "La" le soir même de son élection inattendue à la tête de la puissante province de Buenos Aires en Argentine contre l'expérimenté bras droit de l'ancienne présidente Cristina Kirchner, Aníbal Fernández [8]. Dans un lapsus linguæ à la puissance de vérité incomparable, María Eugenia Vidal, membre de la coalition de droite « Cambiemos » dirigée par Mauricio Macri (alors en chemin vers le second tour de l'élection présidentielle), déclarait le 25 octobre 2015 [9] dans l'euphorie de sa victoire : « Aujourd'hui, nous remplaçons le futur par le passé » (« Hoy, cambiamos futuro por pasado »). La dirigeante, plantée face à son auditoire abasourdi par une telle maladresse, dû se reprendre instamment et corriger : « ... le passé par le futur ! » (« Hoy, cambiamos pasado por futuro ») [10].

Et pourtant, il s'agit bien du projet réel, historique en tendance, des droites. Sur fond d'affaiblissement économique, d'usure du pouvoir, de désaffiliation électorale au sein des camps progressistes [11], ces forces remportent désormais des batailles au cœur des moteurs sud-américains.

Dans le même temps, rarement les gouvernements post-néolibéraux, notamment celui du Venezuela, ont dû faire face à autant de pressions, d'initiatives de disqualification et d'entreprises de déstabilisation que lors des deux dernières années. Partout, les oppositions ont utilisé sur le terrain trois leviers pour les harceler : la rue, les médias et les appareils judiciaires (souvent en faveur, directement ou naturellement, de leurs intérêts) [12]. Au Venezuela, où la situation de polarisation politique et sociale est la plus exacerbée, elles ont développé une stratégie de la tension en 2014, accompagnée d'actions violentes et de guerre économique.

Argentine, Brésil, Venezuela. Les trois puissances régionales qui avaient favorisé la vague progressiste dans toute la région sont désormais celles par lesquelles s'insinue le reflux. Mais dans quelles conditions et avec quelles perspectives ?

L'élection de Mauricio Macri en Argentine a matérialisé la nouvelle situation. Cependant, la configuration qui se dessine révèle de nouvelles

incertitudes. En effet, ici comme ailleurs, les partis de centre-droit et de droite ne semblent pas en mesure de remporter des victoires totales, ni même peut-être durables.

Toujours associées aux effondrements des années 1990, elles ne sont pas plébiscitées, ne suscitant pas de vote d'adhésion franc. Ainsi, en Argentine, la Chambre des députés et le Sénat restent dominés par les forces « kirchnéristes », tout comme de nombreuses provinces du pays. Au Venezuela, la « cohabitation » fonctionne de manière inversée : l'Assemblée nationale dispose d'une nouvelle majorité, tandis que le pouvoir exécutif reste chaviste, comme de nombreux États et une majorité de villes [13]. Au Brésil, c'est l'ensemble de la classe politique, qu'elle soit associée à la majorité ou à l'opposition, qui est rejetée par la population. Le système politique de la première puissance régionale traverse une crise structurelle qui dépasse celle du Parti des travailleurs.

Le nouveau panorama se révèle complexe, inédit et non homogène. Les performances économiques des années 2000 et 2010 sont épuisées. Des blocs politiques et sociaux rivaux se font face dans les institutions et la société. Dans ces conditions, chaque scénario s'écrira selon les spécificités des conjonctures nationales (politique, sociale, judiciaire, médiatique) et un calendrier électoral régional qui s'étale jusqu'à la fin de la décennie en cours.

L'instabilité et la conflictualité permanentes pourraient caractériser ce nouveau cycle dans plusieurs pays clés (Venezuela, Brésil).

Faut-il alors officialiser la fin du cycle ouvert au début des années 2000 en Amérique latine ? Il est trop tôt pour l'affirmer mais il semble néanmoins acquis qu'une nouvelle séquence s'ouvre dans la région, caractérisée par la fin de l'hégémonie des forces organisées de gauche et, surtout, celle de la « magie » latino-américaine qui a offert un récit singulier sur la scène mondiale au commencement du 21<sup>e</sup> siècle.

## En Amérique latine, remplacer le futur par le passé ?

Christophe Ventura

Dans cette nouvelle époque plus « normalisée » qui s'ouvre, les forces progressistes et la gauche conserveront des bases sociopolitiques et institutionnelles fortes dans les sociétés. Le renforcement des droites est rendu possible par l'affaiblissement des gouvernements et par leur engagement aussi momentané que contraint à offrir des garanties quant aux « acquis ». Parfois divisées au-delà de leur association contre les gouvernements progressistes, il leur sera difficile de gouverner frontalement et d'imposer leur agenda néolibéral à des processus enracinés et sociologiquement majoritaires.

Le remugle libéral se répand d'ores et déjà. Les annonces de dévaluation en Argentine avec perte de pouvoir d'achat pour la population, de mesures d'austérité et de « détricotage » de plusieurs lois de protections sociales et du droit du travail dans les trois pays se succèdent [14]. Pourtant, la droite et ses alliés ne pourront pas, d'emblée, actionner leur rouleau compresseur dans des sociétés qui n'ont jamais été aussi organisées sur le plan de la combativité sociale [15] et éduquées et vivantes en matière de participation démocratique.

Après quinze ans d'expériences progressistes, les sociétés latino-américaines ont passé des seuils normatifs en matière d'avancées civiques, politiques, culturelles et sociales. Ces sociétés ont changé, pour longtemps. Le précédent Sebastián Piñera au Chili est là pour le rappeler. C'est devant la puissance des mouvements étudiants opposés à son plan de privatisation de l'université que le président de droite a préparé la défaite de son camp en 2014, laissant place au retour du gouvernement de centre-gauche (plus à gauche) de Michelle Bachelet.

Pour ces mêmes raisons, les gouvernements progressistes s'éloigneront de leurs bases populaires chaque fois que leurs choix économiques s'aligneront sur ceux d'un recentrage austéritaire et atlantiste. Dans ces conditions, la multiplication de tensions sociales pourrait alors déboucher sur l'augmentation des contestations contre les gouvernements en place, qu'ils soient de droite ou de gauche.

Donner priorité au développement d'un marché intérieur latino-américain, capable de renforcer l'autonomisation de la région face à ses multiples

dépendances, constituerait une piste pour s'échapper de l'enclos dans lequel sont enfermés les gouvernements et les pays de la région. Mais un tel projet, nécessairement de long terme et qui ne répond pas à la demande de résolution des urgences actuelles, exigerait des pays du sous-continent qu'ils s'unissent pour mettre en place de chaînes de valeurs productives et complémentaires au service d'un autre modèle de développement. Or, la perspective d'un approfondissement de l'intégration politique de la région semble aujourd'hui plus incertaine.


Les processus de transformation en Amérique latine traversent une crise qui exige pour sa résolution trois dynamiques combinées : une rénovation des projets et des pratiques, une remobilisation populaire sans laquelle rien ne pourra advenir, un cap géoéconomique pour la région.

La nouvelle dynamique des droites se déploie quant à elle dans une configuration qui la contient pour le moment. Et ce, d'autant plus qu'elle intervient dans un contexte international qui va continuer à se détériorer et que les alliés traditionnels des droites latino-américaines dans le monde sont affaiblis, affectés par un déclin relatif d'hégémonie.

L'avenir de l'Amérique latine paraît plus indécis et ouvert que jamais.

<http://ecumenico.org>



Dimanche	Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi	Samedi
 <p><b>Les événements engagés de la Capitale-Nationale et plus !</b></p> <p><b>Média de la démocratie en action</b></p> <p><a href="http://www.reseauforum.org">www.reseauforum.org</a></p> <p>Le seul média pour une vue d'ensemble des activités socio-politiques et communautaires : arts engagés, solidarité locale et internationale, défense des droits, démocratie, écologie ... — manifestations, conférences, ateliers, etc.</p>			17h 01 La Régie du logement sous la loupe Centre Frédéric Back, 3e étage 870 Sallaberry, Québec	19h 02 Médecin sans frontière Expérience sur le terrain Soirée d'information Centre de loisir Montcalm 265 boul. René Lévesque Ouest	17h 03 5 à 7 de bienvenu des nouveaux latino- américainEs Centre Lucien Borne, salle 203, 100 Ch. Ste-Foy	9h-17h 04 St-Sauveur en fleurs, Parc Durocher, coin St-Vallier et Carillon À Québec
05	19h 06 Université populaire Sujet et lieu à déterminer	07	18h30 08 <b>Soirée mensuelle            du CAPMO            Rencontre            d'orientation et            de discussion</b>	19h15 09 Paradis fiscaux un problème de société, Alain Deneault. Hôtel Ambassadeur, 3401 boul. Ste- Anne, Beauport	10	11
9h30 à 12h 12 <b>Brunch du            CAPMO            680 rue Raoul-            Jobin à Québec            Nouveau Centre            Durocher à            Québec</b>	13	14 13h30 à 16h30 Et 19h à 22h Ville de Québec : présentation du schéma d'aménagement, Centre Mgr Marcoux, Limoilou	15	19h à 22h 16 Ville de Québec : présentation du schéma d'aménagement Bureau d'arrondissement Ste-Foy 1130 route de l'Église	9h à 12 h 17 Ville de Québec : présentation du schéma d'aménagement Bureau d'arrondissement Ste-Foy 1130 route de l'Église	18
19 Le CAPMO sera fermé pour l'été à partir de cette date.	20	21	22	23	24 Fête nationale du Québec	25
26	27	28	29	30	01 Fête du Canada	02